

Résumé : Opinion des patients et des fournisseurs de soins – La politique de passage à un biosimilaire pour des raisons autres que médicales chez les patients atteints d'une maladie inflammatoire de l'intestin

Crohn et Colite Canada a entrepris une étude sur les produits biosimilaires et les politiques à leur sujet, y compris la politique prévoyant le passage à un biosimilaire pour des raisons autres que médicales, afin de recueillir le point de vue des principales parties prenantes, y compris les patients, les gastroentérologues et les membres du personnel infirmier spécialisés dans les maladies inflammatoires de l'intestin (MII). Nous avons organisé une série de sondages, auxquels nous sommes très heureux de dire que 82 gastroentérologues, 45 infirmiers et infirmières en MII et 796 patients et soignants ont participé.

CONTEXTE

En 2016, la communauté scientifique et médicale spécialisée dans les MII s'entendait globalement pour dire que les patients en rémission recevant un produit biologique innovant ne devraient pas être forcés à passer à son biosimilaire. La plupart considéraient que les données scientifiques étaient insuffisantes pour prouver que les patients répondaient aussi bien aux biosimilaires qu'aux produits biologiques correspondants après un changement. Depuis, nous avons vu s'accumuler de nouvelles données venant d'autres pays, qui ne sont pas nécessairement applicables à l'environnement canadien, et certaines administrations provinciales (et certains payeurs du secteur privé) envisagent des modifications de leurs politiques qui auront des conséquences pour les patients atteints de MII. Crohn et Colite Canada a souhaité déterminer ce qui a changé et connaître le point de vue de nos principales parties prenantes.

RÉPONSES OBTENUES

Les gastroentérologues et les infirmiers et infirmières spécialisés dans les MII ayant participé au sondage s'entendent à dire (à plus de 80 %) que les produits biosimilaires constituent un traitement sûr et efficace pour les patients atteints de MII. Toutefois, le soutien est considérablement moins élevé concernant un passage unique d'un produit biologique à son biosimilaire, avec un peu plus de 50 % seulement à soutenir cette intervention politique. Les autres avis sont partagés entre ceux qui sont contre un passage unique et ceux qui veulent davantage d'information. Même parmi ceux qui pensent qu'un passage à un biosimilaire peut être acceptable pour certains patients, un très grand nombre suggèrent des exemptions obligatoires, l'exemption la plus citée concernant les patients atteints d'une maladie difficile à traiter.

De leur côté, les patients sont fermement opposés à un passage unique à un biosimilaire, plus de 70 % des participants étant contre un passage d'un produit biologique à son biosimilaire. Les motifs évoqués par les patients sont convaincants et compréhensibles.

Les participants de tous les groupes ont souligné la nécessité d'obtenir davantage d'information et d'éducation sur les produits biosimilaires.

POINTS IMPORTANTS À RETENIR

Les produits biosimilaires constituent un traitement sûr et efficace pour les patients atteints de MII.



Près de la moitié des fournisseurs de soins s'entendent pour dire qu'un passage unique d'un produit biologique à son biosimilaire pour des raisons autres que médicales peut être acceptable, mais avec des exemptions considérables.



Près de la moitié des fournisseurs de soins sont soit contre un passage unique à un biosimilaire pour des raisons autres que médicales, soit exigent davantage d'information.



Les patients atteints de MII et leurs soignants sont fermement opposés à une politique prévoyant le passage à un biosimilaire pour des raisons autres que médicales, et une telle intervention provoque beaucoup de crainte et d'anxiété chez eux. Il existe un fossé considérable entre les patients et les décideurs qui envisagent d'appliquer une politique en vue du passage à un biosimilaire pour des raisons autres que médicales.



Il devrait y avoir des exemptions pour les femmes enceintes et qui allaitent et les enfants.



Il existe des écarts importants en matière d'éducation entre les différentes parties prenantes qui devraient être résolus avant de modifier toute politique.